



Objet : Actualités sociales

Libération 21 janvier 2022 : Un rapport du Haut Conseil du Financement de la Protection Sociale recommande de prendre 10 ans pour sortir du rouge les comptes de la sécu, consécutivement à la crise sanitaire.

Dominique Schnapper (sociologue et politologue) : « Plus que jamais nous avons vécu dans une démocratie providentielle ».

De plus, après 2030, le vieillissement des baby-boomers aura « des conséquences non négligeables, mais longtemps sous estimées, sur la Branche Maladie ».

Le Haut Conseil préconise d'insister sur la prévention, sur l'amélioration de la gestion administrative et sur l'optimisation des « frais de gestion des complémentaires santé ».

Le Figaro 21 janvier 2022 : Croissance économique et maîtrise des dépenses ne suffiront pas pour renflouer les caisses. Le déficit de la Sécurité Sociale s'élève, en 2020, à 40 milliards d'euros. La dette portée par la CADES s'accumule, jusqu'à 61 milliards d'euros en 2030. Il faut éviter de creuser le déficit avec des promesses électorales dispendieuses. Le haut Conseil du Financement de la protection Sociale préconise un rétablissement des règles stables entre l'Etat et la Sécurité Sociale, en revenant « aux règles strictes de compensation fixées par la loi Veil de 1994 ».

Challenges 21 janvier 2022 : Sous certaines conditions, les majorations de trimestres pour enfants, peuvent aussi s'appliquer aux pères – depuis la LFSS de 2010.

Le Monde 21 janvier 2022 : Les « GIFS » (format d'image numérique de basse résolution très utilisé sur internet) nés dans les années 1980 et développé en 2010 pour exprimer une humeur précise, une réaction est en passe d'être « ringardisé ». Selon le site VICE, « de nombreux milléniaux commencent à voir les GIFS comme les jouets des boomeurs ». De nombreux papas, mamans et grands-parents ont découverts les joies du partage des GIFS lors des confinements entraînant une augmentation de 33% de leur utilisation. Cette démocratisation s'est faite sans les jeunes qui n'ont pas voulu reprendre les codes des personnes âgées.

Le Figaro 22 janvier 2022 : Un retraité espagnol, excédé par les difficultés pour accéder à ses comptes, a lancé une pétition sur le site « échange.org ». En une semaine, il a récolté plus de 330 000 signatures.

Selon lui, « désormais, presque tout doit se faire sur Internet. Et tout le monde ne se débrouille pas avec les machines. Nous ne méritons pas cette exclusion. Je demande un traitement plus humain » .... « On me parle comme si j'étais idiot parce que je ne sais pas effectuer une opération .... On ne peut pas demander en permanence, aux enfants ou aux voisins de s'occuper des démarches des personnes âgées ».

Selon l'Institut national des Statistiques (INE), seuls 13% des plus de 75 ans ont réalisé une opération de banque en ligne en 2021.

La Dépêche 26 janvier 2022 : Dans un livre choc, « les fossoyeurs : révélations sur le système qui maltraite nos aînés ». Le journaliste, Victor Castanet dénonce les pratiques d'ORPEA. Son directeur général a réfuté les accusations qui visent son groupe. Le ministre de la Santé n'exclut pas d'ouvrir une enquête sur le numéro un mondial des EHPAD.

Pascal Chamvert, Président de la Fédération Nationale des Associations de Directeurs d'Établissements et Services à Domicile pour personnes Agées : « peut-être que les pratiques dénoncées touchent un établissement et pas l'ensemble du groupe qui d'ailleurs dément les faits que lui sont reprochés.... Cela pose le problème de la façon dont on s'occupe de nos aînés en France. A l'ADEPA, on considère qu'on s'en occupe mal ... Il y a une telle maltraitance systémique qu'on finit par ne plus voir les maltraitances individuelles ou de structures, sur lesquelles il faut aussi travailler... Aujourd'hui le contrôleur est celui qui donne les moyens. Comme il n'en donne pas assez, il fait très peu de contrôles car, automatiquement il pourrait avoir une part de responsabilité. Il faut abolir ce système et mettre en place un organisme indépendant parapublic pour contrôler les établissements et les financeurs ».

La Dépêche 27 janvier 2022 : Le scandale ORPEA dans la campagne présidentielle :

. Fabien Roussel (PCF) a avancé la proposition d'expropriation en cas de maltraitance. Il propose un « grand service public du Grand Age » et que les EHPAD soit à but non lucratif.

. Yannick Jadot (EELV) « Il faut prendre soin des plus fragiles .... A domicile ... ou dans les EHPAD. Nous garantissons un accompagnement bienveillant et humain aux personnes en perte d'autonomie. Nous leur devons ».

. Alexis Corbière (LFI) a dénoncé « bien souvent un manque de personnel » et fustige « des groupes qui font des profits sur le dos de nos anciens ».

. Marine Le Pen (RN) « la logique de rentabilité est néfaste quand elle remet en cause les principes de dignité et de respect qui doivent régir la façon dont on traite nos anciens ».

. Damiens Abad (LR) demande la mise en œuvre d'Etats généraux de la dépendance.

Francis De Block